



ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSÉES

INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**  
**C.C.A.P.**

---

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS EXTERIEURS  
ET DU TERRAIN DE SPORT, LOCATION ET  
ENTRETIEN DE BACS ET PLANTES VERTES

**MARCHE 202601 (ENPC)**

**MARCHE N° 2026 00015 00 (IGN)**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE I. DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
I.1 IDENTIFICATION DES POUVOIRS ADJUDICATEURS .....	4
I.2 GROUPEMENT DE COMMANDES.....	4
I.3 INTERLOCUTEURS DU GROUPEMENT DE COMMANDES.....	4
I.4 REPRESENTANT DU TITULAIRE .....	5
<b>ARTICLE II. OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE III. FORME.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE IV. TRANCHES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE V. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....</b>	<b>6</b>
ARTICLE V.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE V.2 DELAIS D'EXECUTION.....	6
V.2.1 Respect des délais d'exécution.....	6
V.2.2 Prestations au titre du « marché ordinaire » .....	7
V.2.3 Prestations unitaires (à bons de commande) .....	7
<b>ARTICLE VI. SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE VII. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE VIII. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE IX. MODALITES D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
IX.1 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES PRESTATIONS.....	9
IX.2 MODIFICATION DE LA NATURE DES PRESTATIONS.....	9
IX.3 INSERTION PROFESSIONNELLE DES PUBLICS EN DIFFICULTE.....	10
IX.3.1 Conditions générales .....	10
IX.3.2 Modalités de mise en œuvre.....	10
IX.3.3 Suivi et bilan .....	10
<b>ARTICLE X. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
X.1 SUIVI DE LA QUALITE .....	11
X.2 VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	11
X.3 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION, REJET .....	11
<b>ARTICLE XI. PRIX .....</b>	<b>12</b>
XI.1 FORME ET CONTENU DES PRIX .....	12
XI.1.1 Prestations forfaitaires.....	12
XI.1.2 Prestations à bon de commande .....	12
XI.2 REVISION .....	13
<b>ARTICLE XII. REGLEMENT .....</b>	<b>14</b>
XII.1 AVANCE .....	14
XII.2 REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	14
XII.3 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	15
XII.4 FACTURATION ELECTRONIQUE .....	16
XII.5 REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS.....	17
XII.6 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	17
XII.7 INTERETS MORATOIRES .....	17
XII.8 CESSION DE CREANCES – NANTISSEMENT .....	18
<b>ARTICLE XIII. RESPONSABILITES DU TITULAIRE .....</b>	<b>18</b>
XIII.1 OBLIGATIONS GENERALES.....	18
XIII.2 MODIFICATION DE LA SITUATION DU TITULAIRE .....	18
XIII.2.1 Modification de la raison sociale et de la dénomination.....	19
XIII.2.2 Transfert.....	19
XIII.2.3 Redressement ou liquidation judiciaire .....	20
XIII.3 CONFIDENTIALITE .....	20
XIII.4 MISE A JOUR DES ATTESTATIONS.....	21
<b>ARTICLE XIV. ASSURANCE.....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE XV. PERSONNEL DU TITULAIRE.....</b>	<b>22</b>
XV.1. DESIGNATION DES AGENTS ET NIVEAU DE QUALIFICATION.....	23

XV.2 OBLIGATION DE DISCRETION .....	23
XV.3 PROPRIETE DES INFORMATIONS.....	23
XV.4 MESURES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS .....	24
<b>ARTICLE XVI. PENALITE.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE XVII. EVALUATION DES FOURNISSEURS.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE XVIII. FORCE MAJEURE .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE XIX. RESILIATION .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE XX. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE XXI. LITIGES .....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE XXII. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE XXIII. DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES .....</b>	<b>28</b>

## **ARTICLE I. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **I.1 IDENTIFICATION DES POUVOIRS ADJUDICATEURS**

#### **L'ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES**

6/8 avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs-sur-Marne

77455 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par M. Anthony Briant, Directeur Général,

Ci-après désignée « l'ENPC » ou « le coordonnateur du groupement de commandes » ;

ET

#### **L'INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE**

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Représentée par M. Sébastien SORIANO, Directeur général,

Agissant pour le compte de l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (dénommée Géodata Paris),

Ci-après désignée « l'IGN-ENSG-Géodata Paris ».

Ci-après conjointement désignés dans le présent marché « les membres du groupement »,

### **I.2 GROUPEMENT DE COMMANDES**

En application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique, les deux établissements ci-dessus ont initialement formé un groupement de commandes pour la passation et l'exécution du présent marché.

L'ENPC a été désignée coordonnateur du groupement de commandes et, à ce titre, habilitée à passer le présent marché au nom et pour le compte de l'IGN-ENSG-Géodata Paris.

Chaque membre du groupement de commandes signe le marché et les avenants éventuels.

Chaque membre s'assure également de leur bonne exécution, administrative comme financière, pour ses éventuels besoins propres.

Le Service des Affaires Immobilières et des Moyens Généraux (SAIMG) sera en charge de l'exécution du marché. Tout document sera adressé à ce service.

### **I.3 INTERLOCUTEURS DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Chaque membre du groupement de commandes désigne la (ou les) personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du présent marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution du marché.

Ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire et dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'Ecole.

L'ENPC assure la coordination du marché par l'intermédiaire du Service des Affaires Immobilières et des Moyens Généraux (SAIMG), dont les coordonnées sont :

Ecole nationale des ponts et chaussées

#### **I.4 REPRESENTANT DU TITULAIRE**

Dès notification, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom et dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire informe le coordonnateur du groupement en cas de modification en cours d'exécution du marché.

La bonne exécution du marché nécessite que le titulaire désigne un responsable, unique interlocuteur, chargé de le représenter quelle que soit la nature des sujets évoqués pendant toute la durée du marché.

En cas d'empêchement ou de remplacement en cours d'exécution du marché, le titulaire avise immédiatement le maître d'ouvrage et indique le nom, les coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

### **ARTICLE II. OBJET DU MARCHE**

---

Le présent marché a pour objet les prestations d'entretien des espaces verts extérieurs attenants aux bâtiments Carnot/Cassini et Coriolis et du terrain de sport du Bois de l'Etang, ainsi que la location et l'entretien des bacs et plantes vertes, pour le compte de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC) et de l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (IGN-ENSG-dénommée Géodata Paris).

### **ARTICLE III. FORME**

---

Le présent marché est un accord-cadre composite mono-attributaire comprenant une partie marché ordinaire et une partie accord-cadre à bons de commande passé en application de l'article L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du code de la commande publique.

La partie « marché ordinaire » a pour objet les prestations récurrentes d'entretien des espaces verts extérieurs attenants aux bâtiments Carnot/Cassini et Coriolis et du terrain de sport du Bois de l'Etang, ainsi que la location et l'entretien des bacs et plantes vertes.

La partie accord-cadre à bons de commande a pour objet les prestations ponctuelles d'entretien des espaces verts.

Il est conclu à prix mixte conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement et constitué des deux parties ci-dessous.

- Une partie à prix global et forfaitaire correspondant aux prestations mensuelles et annuelles ;
- Une partie à prix unitaires correspondant aux prestations ponctuelles, conclue sans montant minimum et pour un montant maximum de quinze mille cinq cent (15 500) euros hors taxes par an soit soixante-deux mille (62 000) euros hors taxes sur toute la durée de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est composé d'un lot unique conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du code de la commande publique. En effet, son exécution ne peut être scindée en lots séparés en raison du risque de rendre techniquement plus difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## **ARTICLE IV. TRANCHES**

---

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranche.

## **ARTICLE V. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE V.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de la date de démarrage des prestations estimée au 1<sup>er</sup> juillet 2026. Un ordre de service fixera la date de démarrage des prestations.

Il peut être reconduit tacitement une fois pour la même durée, sauf décision contraire notifiée par le coordonnateur du groupement de commandes un mois au plus tard avant la date anniversaire.

La durée totale de l'accord-cadre est au maximum de quatre (4) ans, reconduction comprise.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2026, sauf disposition particulière précisée par ordre de service du coordonnateur du groupement de commandes.

En cas de dépassement du fait du titulaire, il pourra être fait application des pénalités prévues à l'article XVI du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

### **ARTICLE V.2 DELAIS D'EXECUTION**

#### **V.2.1 Respect des délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont impératifs et conditionnent la réception des prestations.

En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peut intervenir qu'après l'accord express du pouvoir adjudicateur, notifié au titulaire du présent accord-cadre avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation. Aucune demande de prolongation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

Aussi, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Il en est notamment ainsi si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait du groupement de commande. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

S'il est dans l'incapacité de livrer une prestation dans le délai contractuel, le titulaire informe immédiatement par écrit le service mentionné à l'article I.3 du présent CCAP et expose les motifs faisant obstacle à la réalisation de la prestation dans le délai contractuel défini.

Il formule dans le même temps une demande de prolongation du délai d'exécution précisant la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par écrit dans un délai de quinze (15) jours.  
Le délai prolongé produit les mêmes effets que le délai initialement prévu.

## **V.2.2 Prestations au titre du « marché ordinaire »**

Les prestations sont réalisées par le titulaire du présent accord-cadre conformément au planning d'intervention des tâches quotidiennes et au planning annuel prévues dans l'offre technique du candidat. Ces délais sont impératifs et leur non-respect entraînera l'application de pénalités de retard, tel que défini au présent CCAP.

## **V.2.3 Prestations unitaires (à bons de commande)**

Chaque bon de commande précisera le délai d'exécution et le Titulaire devra s'y conformer.

# **ARTICLE VI. SOUS-TRAITANCE**

---

Le titulaire est autorisé à sous-traiter partiellement l'exécution des prestations, à condition d'avoir obtenu au préalable l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

La déclaration de sous-traitance est réalisée conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4\* adressé à chaque membre du groupement, accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements mentionnés ci-dessous et justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2\* dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés ;
- ✓ Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- ✓ Le numéro SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- ✓ La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens et références) ;
- ✓ Le cas échéant, le titulaire du présent marché est tenu d'établir que le nantissement dont le marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct dudit sous-traitant.

Dès réception de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire communique le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

L'acceptation confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600 euros TTC. Le sous-traitant adresse ses demandes de paiement au titulaire.

---

\* Formulaires téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

En application de l'article 3.6.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) modifié, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, sur demande du pouvoir adjudicateur.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire, le titulaire encourt la pénalité définie au présent CCAP.

En outre, le marché peut être résilié pour faute du titulaire :

- En cas de recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé ;
- Si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

## **ARTICLE VII. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

Le groupement se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires, si ses conditions de mise en œuvre sont réunies.

## **ARTICLE VIII. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi :

### a) Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) pour l'ENPC, daté et signé par le représentant habilité à engager le titulaire ;
- L'Acte d'Engagement (AE) pour l'IGN-ENSG, daté et signé par le représentant habilité à engager le titulaire ;
- Les annexes financières – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ci-dessous.
  - L'annexe 1 au CCTP : Descriptif des espaces verts ;
  - L'annexe 2 au CCTP : Programmes d'entretien « bâtiments Carnot/Cassini et Coriolis » et « terrain de sport du Bois de l'Etang » ;
  - L'annexe 3 au CCTP : Listes des plantations « bâtiments Carnot/Cassini et Coriolis » ;
  - L'annexe 4 au CCTP : Plan du terrain de sport du Bois de l'Etang.
- Les éventuelles questions-réponses publiées en cours de consultation ;
- Le mémoire technique des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution des prestations, dans ses dispositions non contraires aux précédents documents ;
- Les éventuels bons de commande émis ultérieurement ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre et signés par les parties.

### b) Pièces générales



Le document ci-dessous a également valeur contractuelle, bien qu'il ne soit pas matériellement annexé au présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur le mois qui précède la date de remise de l'offre.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié (CCAG-FCS).

Le titulaire au présent marché est réputé avoir connaissance de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus ;

### **Il est précisé que :**

Les documents contractuels précités forment un ensemble complémentaire et constituent l'intégralité de l'accord entre les parties. En cas de contradiction, leurs dispositions prévalent selon l'ordre des documents contractuels énuméré ci-dessus.

En cas de contradiction au sein du CCTP ou entre le CCTP et ses annexes, le titulaire exécute comme étant prévue dans le prix global et forfaitaire la solution la plus avantageuse pour le pouvoir adjudicateur ou présentant la meilleure qualité.

Est réputée non écrite, toute disposition de l'offre du titulaire ou tout autre document qui serait contraire aux pièces contractuelles citées ci-dessus.

Le marché peut être modifié par avenant signé par le représentant habilité de chacune des parties.

Le présent accord-cadre peut être modifié par avenant signé par le représentant habilité de chacune des parties.

## **ARTICLE IX. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **IX.1 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES PRESTATIONS**

Les prestations objet du présent accord-cadre, réalisées pour le compte de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC) et de l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (IGN-ENSG-Géodata Paris), comprennent notamment :

- L'entretien des espaces verts attenants aux bâtiments Carnot/Cassini et Coriolis ;
- Location et entretien de bacs et de plantes vertes intérieures pour le bâtiment Carnot/Cassini ;
- Entretien des espaces verts du terrain de sport du Bois de l'Etang.

Les bâtiments identifiés sont :

- Le bâtiment Carnot/Cassini situé au 6/8 avenue Blaise Pascal à Champs-sur-Marne sous la référence CHORUS RE FX 182971/394532 ;
- Le bâtiment CORIOLIS référencé sous le numéro CHORUS RE FX 182971/394533.

La description des lieux d'exécution et des prestations attendues sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément à cette description et à son mémoire technique pour les dispositions qui ne sont pas contraires.

### **IX.2 MODIFICATION DE LA NATURE DES PRESTATIONS**

Toute modification de la nature des prestations doit recueillir l'accord exprès des parties et fait l'objet d'un avenant.

## IX.3 INSERTION PROFESSIONNELLE DES PUBLICS EN DIFFICULTE

### IX.3.1 Conditions générales

Conformément à l'article L. 2112-2 du code de la commande publique et à l'article 16.1 du CCAG-FCS, le titulaire du présent accord-cadre réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Aussi, les dispositions qui suivent constituent expressément une condition d'exécution obligatoire des prestations au titre du présent accord-cadre.

### IX.3.2 Modalités de mise en œuvre

Les publics éligibles à l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories visées à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire a transmis en annexe de son mémoire technique une note relative à l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi aux termes de laquelle il s'engage à affecter, à minima, **0,5 poste Equivalent Temps Plein (ETP)** à l'embauche de publics éligibles visés ci-dessous, **pendant la durée totale du présent accord-cadre**.

Le titulaire a décrit dans la note susvisée les actions qu'il propose pour réaliser l'action d'insertion selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans. Le titulaire précise les modalités de tutorat et de formation des personnes embauchées dans le cadre du présent article ;
- Mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT), pour un nombre d'heures de mise à disposition correspondant à l'engagement d'insertion fixé ci-dessus ;
- Sous-traitance ou groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)

Les membres du groupement de commandes peuvent prendre en compte les actions antérieures du titulaire en matière d'embauche de demandeurs d'emploi. Ainsi, sur demande du titulaire, peuvent être éligibles les publics visés ci-dessus et intégrés dans l'entreprise depuis moins de 3 mois à compter de la date de démarrage du présent accord-cadre.

### IX.3.3 Suivi et bilan

Tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire répond à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le titulaire transmet, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, un bilan annuel qualitatif et quantitatif faisant état :

- Des postes concernés, du type et de la durée des contrats ;
- Des structures d'insertion mobilisées et du volume d'heures qui leur ont été confiées ;
- Des actions de tutorat et de formation réalisées à destination des publics visés ci-dessus ;
- De la qualité des prestations réalisées dans ce cadre et des éventuelles difficultés rencontrées.

## **ARTICLE X. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS**

---

### **X.1 SUIVI DE LA QUALITE**

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées, tant dans ses ateliers que pendant le transport, l'acheminement et la livraison des fournitures ainsi que pour l'exécution des tâches pour le compte des membres du groupement de commande.

Les membres du groupement se réservent la possibilité de procéder à des actions de contrôle ou d'audit dans les locaux du titulaire pour s'assurer des moyens de contrôle mis en place tout au long de la chaîne de réalisation des prestations décrites dans le présent accord-cadre, ceci même en l'absence d'incidents particuliers.

A l'issue de ces contrôles, le titulaire devra, à la demande des membres du groupement, suivre les recommandations qui lui seront éventuellement formulées.

### **X.2 VERIFICATION DES PRESTATIONS**

Le coordonnateur du groupement de commandes établit les constats de service fait pour les prestations éventuellement communes. Chaque membre du groupement effectue les constats de service fait pour ses propres prestations.

Outre les opérations de vérifications qualitatives réalisées par chaque membre du groupement et définies au CCAG-FCS, le titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations, notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre du présent accord-cadre.

Le déroulement des opérations de vérification simple s'effectue au moment de la livraison des prestations par un examen sommaire.

Le déroulement des opérations quantitatives ainsi que celles nécessitant un examen approfondi intervient dans les conditions prévues aux articles 29 et suivants du CCAG-FCS.

Le délai imparti pour réaliser les opérations de vérifications est de quinze (15) jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise et vaut attestation de service fait.

### **X.3 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION, REJET**

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, de rejet partiel ou total des prestations est prononcée par chaque membre du groupement de commandes.

L'admission des prestations ouvre droit à paiement partiel définitif dans les conditions énoncées à l'article XVI.2 du présent CCAP.

Le non-respect des prescriptions du présent accord-cadre peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatées, une admission avec réfaction, un ajournement ou un rejet partiel ou total des prestations dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG-FCS.

Lorsque certaines mises au point sont nécessaires pour que les prestations puissent être admises, l'ajournement est prononcé par une décision motivée.

Selon l'étendue des imperfections constatées, les membres du groupement peuvent prononcer le rejet partiel ou total des prestations, sans faire obstacle à l'application en sus des pénalités prévues au présent CCAP.

## **ARTICLE XI. PRIX**

---

### **XI.1 FORME ET CONTENU DES PRIX**

Les prix du présent accord-cadre sont définis dans l'annexe financière à l'Acte d'Engagement (AE) – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

L'accord-cadre est conclu à prix mixte conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement et constitué des deux parties ci-dessous.

- Une partie à prix global et forfaitaire correspondant aux prestations mensuelles et annuelles ;
- Une partie à prix unitaires correspondant aux prestations ponctuelles, conclue sans montant minimum et pour un montant maximum de quinze mille cinq cent (15 500) euros hors taxes par an soit soixante-deux mille (62 000) euros hors taxes sur toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix sont exprimés en euro hors taxes auxquels s'applique le taux de TVA en vigueur au moment de la prestation.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, tous les frais afférents au personnel, à l'assurance, à la fourniture, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation, les matériels, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils comprennent également les frais correspondants aux obligations faites au titulaire, en vue d'assurer l'ensemble des opérations relatives à l'objet des présentes, y compris les prestations éventuellement sous-traitées.

#### **XI.1.1 Prestations forfaitaires**

Le CCTP définit les prestations réglées en application du prix global et forfaitaire fixé dans l'annexe financière – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Ce prix global et forfaitaire comprend :

- Les frais correspondants aux obligations faites au titulaire en vue d'assurer l'ensemble des opérations relatives à l'objet des présentes, y compris les prestations éventuellement sous-traitées ;
- Les interventions du titulaire conformément à la définition et au périmètre des prestations ;
- La fourniture des matériels, consommables et produits nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les autres obligations résultant du présent CCAP et du CCTP.

#### **XI.1.2 Prestations à bon de commande**

Le CCTP définit les prestations réglées en application des prix unitaires fixés dans l'annexe financière – Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ou selon les devis demandés, le cas échéant.

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par les personnes habilitées de chaque membre du groupement de commandes.

Aucune fréquence ni quantité minimale de commandes ne peut être exigée par le titulaire du présent accord-cadre, aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes jugées de faible importance.

De même, aucun frais de déplacement ne peut être facturé, les charges afférentes étant réputées comprises dans les prix unitaires.

Les bons de commande sont transmis par courrier électronique à l'adresse précisée par le titulaire du présent accord-cadre. Le titulaire accuse réception de chaque bon de commande, par courrier électronique, dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrés.

Chaque bon de commande comporte les mentions suivantes :

- Le numéro et la date d'émission du bon de commande ;

- La référence du présent accord-cadre et de l'avenant le cas échéant ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification du service émetteur ;
- Le lieu d'exécution des prestations (le cas échéant) ;
- La désignation des prestations ;
- Le délai d'exécution ;
- Les quantités commandées (le cas échéant) ;
- Le prix unitaire ;
- le montant total HT, le taux et montant de la TVA, le montant total TTC.

Aucun montant minimum par commande ne peut être exigé.

L'émission des bons de commande peut uniquement intervenir pendant la durée de validité du présent accord-cadre. La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de 3 mois le terme de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande donne lieu à l'émission d'une facture distincte de la part du titulaire.

## **XI.2 REVISION**

Les prix inscrits dans l'annexe à l'acte d'engagement, sont établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du présent accord-cadre sont fermes pour la première année.

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché, sur demande du titulaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,30 + 0,70 \times (EV4 / EV4_0)]$$

Dans laquelle,

- $P$  est le prix révisé ;
- $P_0$  est le prix établi selon les conditions économiques du « mois 0 » ou du mois de la dernière révision des prix de l'accord-cadre ;
- $EV4$  est la dernière valeur à la date de révision de l'index divers de la construction – EV4 – Travaux d'entretien d'espaces verts – Base 2010 – Identifiant 001711017 ;
- $EV4_0$  est la valeur de l'index ci-dessus, publiée au « mois 0 » ou au mois de la dernière révision des prix de l'accord-cadre.

Le calcul de la révision des prix est à la charge du titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne peut donner lieu à une quelconque régularisation ultérieure.

Si la valeur de l'indice de révision n'est pas connue au moment de la révision, il est établi une révision de prix provisoire sur la base du dernier indice connu. La révision définitive interviendra dès que l'indice définitif sera connu.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire devra transmettre à l'Ecole au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du marché, l'annexe financière (DPGF et BPU) contenant les prix révisés complet et exploitable en version Excel et PDF.

Cette annexe financière révisé devra être validée par le coordonnateur du groupement et notifiée au titulaire du marché.

La révision des prix n'a pas à être constatées par un acte modificatif.

## **XI.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE**

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à une hausse supérieure à 5% du montant du marché initial ou tel qu'issu de la précédente révision, les parties se réunissent afin d'examiner les conséquences économiques de cette variation, et le cas échéant, d'adapter les conditions d'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

En cas de désaccord, le groupement se réserve le droit de résilier le marché conformément à l'article XIX du CCAP.

## **ARTICLE XII. REGLEMENT**

---

### **XII.1 AVANCE**

#### Pour la partie forfaitaire du marché :

Conformément à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

En application de l'article R. 2191-7 du code précité, une avance est versée sur demande du titulaire du présent accord-cadre. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance par mention dans l'Acte d'Engagement (AE).

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS, ci-dessous mentionnée :

- Sur demande du titulaire, une avance lui est versée dont le montant est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois, diminué du montant des prestations éventuellement confiées à un sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.
- Le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Conformément à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte, de règlement partiel définitif ou de solde, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Aucune avance ne sera accordée pour la partie à bons de commande.

### **XII.2 REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS**

Pour la partie forfaitaire, le règlement des sommes au titre de l'exécution du présent accord-cadre fait l'objet de paiements partiels, sur présentation d'une facture mensuelle, après admission des prestations (service fait) suite aux opérations de vérification réalisées en application de l'article X.2 du présent CCAP.

Chaque mois, le titulaire adresse une facture à chaque membre du groupement de commandes, sur la base des prix et des clés de répartition mentionnés dans l'annexe financière – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), éventuellement révisés selon les conditions stipulées au présent CCAP.

Les prestations sont réglées selon les clés de répartition suivantes :

- Entretien des espaces verts attenants au bâtiment Carnot/Cassini, location et entretien de bacs et de plantes vertes du bâtiment Carnot/Cassini : 72% à la charge de l'ENPC et 28% à la charge de l'IGN ;
- Entretien des espaces verts attenants au bâtiment Coriolis : 100% à la charge de l'ENPC ;
- Entretien des espaces verts du terrain de sport du Bois de l'Etang : 72% à la charge de l'ENPC et 28% à la charge de l'IGN.

Les sommes sont éventuellement réduites des montants dus par le titulaire au titre de réfections ou des pénalités prévues dans le présent CCAP.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de chaque pouvoir adjudicateur, membre du groupement de commandes.

Le comptable assignataire procède au règlement des sommes dues, par virement administratif, sur le compte dont les coordonnées bancaires ont été renseignées dans l'Acte d'Engagement (AE).

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement par écrit toute modification relative à ses coordonnées bancaires et d'adresser le relevé d'identité bancaire correspondant.

### **XII.3 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Les prestations décrites dans chaque facture sont suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des prix et des quantités facturées.

Pour l'ENPC, le titulaire du présent accord-cadre établit une seule facture mensuelle pour les deux bâtiments (Carnot et Coriolis) et pour le terrain du Bois de l'Etang, détaillant les montants mensuels pour chacun des deux bâtiments selon l'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF).

Pour l'ENSG, le titulaire du présent accord-cadre établit une seule facture mensuelle pour le bâtiment Carnot et pour le terrain du Bois de l'Etang, détaillant les montants mensuels pour chacun des deux sites selon l'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF).

#### Pour la partie à bons de commande du marché :

Les prestations objet du présent marché, sont réglées selon les prix indiqués dans les bons de commande, émis en application de l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU) ou en application de devis préalables. Ils sont appliqués aux prestations réellement réalisées.

Ces prestations à bons de commande sont réglées sur présentation de facture établie après exécution de prestations conformément au bon de commande correspondant, et après constatations du service fait.

Chaque facture est transmise en un original et comporte, outre les mentions légales, les indications ci-dessous.

Pour l'ENPC :

- Le numéro du présent accord-cadre et de ses avenants éventuels ;
- Le numéro du bon de commande, le cas échéant ;

- La date de la facture ;
- Le détail des prestations (notamment, la période facturée, la désignation des prestations exécutées) ;
- Le montant HT ;
- Le montant de la TVA résultant de l'application des taux de TVA en vigueur au jour de la facturation des prestations, sauf disposition réglementaire contraire ;
- Le montant TTC ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le n° SIRET ou RCS du titulaire, ainsi que ses coordonnées bancaires.

Pour **l'IGN-ENSG**, chaque facture doit faire apparaître les références du prestataire, les adresses respectives de livraison et de facturation de l'IGN, ainsi que :

- Les références et dates des documents intermédiaires relatifs à la commande ;
- La quantité ;
- La dénomination précise de la prestation de services ;
- Le prix unitaire hors TVA ;
- Les rabais, remises ou ristournes consentis ;
- Le(s) taux de TVA applicable(s) aux différentes opérations ou le motif en cas d'exonération ;
- Le montant total HT et la taxe correspondante mentionnée distinctement par taux ;
- Le montant total TTC ;
- Le numéro d'identification à la TVA du prestataire et, pour les opérations intracommunautaires, celui du client ;
- Le numéro du bon de commande, l'identification du service à l'origine de la commande et, s'il y a lieu, le numéro du marché lié à la commande ;
- Le numéro séquentiel qui identifie la facture de façon unique.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Les factures seront établies en euros.

En cas de présentation non conforme aux éléments ci-dessus, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après sa régularisation.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

## **XII.4 FACTURATION ELECTRONIQUE**

Le titulaire du présent accord-cadre transmet chaque facture via la plateforme Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures dématérialisées adressées à **l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC)** devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifie l'ENPC en tant que destinataire de la facture : **19753501600020** ;
- Le code service qui permet de distinguer le service réceptonnaire des factures : **Code : SUB05**
- Le numéro indiqué sur **le bon de commande** (exemple : CF-2021-001234) ou **le numéro de marché** pour les prestations réalisées hors bon de commande.



Les factures dématérialisées adressées à l'**Institut National de l'information Géographique et forestière (IGN)** doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Le numéro SIRET qui identifie l'IGN en tant que destinataire de la facture : **18006701900430** ;
- Le numéro du bon de commande transmis par l'IGN ;
- Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

## **XII.5 REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS**

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décompte au représentant de chaque membre. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Dans tous les cas où les prestations exécutées ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues est réalisé pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation sous-traitée, et que l'acheteur doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant, acceptées ou rectifiées par ses soins.

## **XII.6 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

En application des articles R. 2192-12 à R. 2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé dans les conditions suivantes :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par le service ordonnateur du pouvoir adjudicateur. A défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux (2) jours fait foi.

En cas de litige, il appartient au titulaire du présent accord-cadre d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue sous trente (30) jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

## **XII.7 INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du

titulaire du présent accord-cadre ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

Toutefois, aucun intérêt moratoire n'est exigible lorsque le dépassement du délai global de paiement n'est pas imputable au pouvoir adjudicateur.

## **XII.8 CESSION DE CREANCES – NANTISSEMENT**

Le présent accord-cadre peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

Le comptable chargé des paiements est le comptable assignataire de chaque membre du groupement désigné dans l'acte d'Engagement (AE). De même, la personne chargée de fournir les renseignements prévus est désignée dans ledit AE.

À cet effet, un exemplaire du marché accompagné s'il y a lieu des pièces annexes, revêtu de la mention indiquant que cette pièce forme le titre de nantissement consenti conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique, est délivré en un unique exemplaire sur demande du titulaire. La remise de l'exemplaire unique du marché peut être remplacée par l'octroi d'un certificat de cessibilité de créance établi selon les modalités fixées par les articles R. 2191-46 et suivants du code précité.

## **ARTICLE XIII. RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

---

### **XIII.1 OBLIGATIONS GENERALES**

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu à une obligation de résultat et s'engage à exécuter les prestations à sa charge dans les délais prévus au CCTP et aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession, selon les règles de l'art et conformément aux modalités décrites dans le CCTP et le présent CCAP.

Le titulaire veille notamment à :

- Tenir les membres du groupement de commandes régulièrement informés quant au déroulement des prestations et les informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations ;
- Vérifier la teneur de tous documents, informations, renseignements et éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer, par écrit, les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations.

### **XIII.2 MODIFICATION DE LA SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du groupement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et, de façon générale, toute modification pouvant influencer sur l'exécution du marché.

### **XIII.2.1 Modification de la raison sociale et de la dénomination**

En cas de modification de sa raison sociale ou de sa dénomination, le titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais le coordonnateur du groupement et de communiquer tout élément mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales, ...).

En cas de négligence, le groupement ne saurait être tenu pour responsables d'un quelconque retard observé dans les délais de paiement des factures du fait des modifications intervenues.

### **XIII.2.2 Transfert**

En cas de cession de fonds de commerce, cession d'activité, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais le coordonnateur du groupement.

Prenant acte de la demande de transfert du marché, le coordonnateur procède à la vérification des capacités de l'entreprise cessionnaire. En vue de cette vérification, l'entreprise cessionnaire transmet :

- Une déclaration sur l'honneur signée certifiant qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à 10 du code de la commande publique ;
- Les pièces mentionnées au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de la structure pour chacune des 3 dernières années et leur répartition (effectifs, personnel d'encadrement, ...) ;
- Une présentation décrivant les moyens techniques – outillage, matériel, équipement dont la structure dispose pour la réalisation de prestations de même nature ;
- Une présentation des prestations équivalentes réalisées au cours des 3 dernières années : liste des références comprenant le nom, le statut du client, les coordonnées du référent, la date de début et la date de fin des prestations, l'objet et le montant annuel des prestations réalisées ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales...).

Suite à cette vérification, si elle est concluante, un avenant est établi constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Dans le cas contraire, le marché est résilié sans indemnité ni préavis.

Le titulaire s'interdit de céder les droits et obligations résultant pour lui du présent marché sans accord préalable du coordonnateur du groupement.

### **XIII.2.3 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au coordonnateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le coordonnateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, cette mise en demeure est adressée au titulaire si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code précité.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **XIII.3 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire et les membres du groupement de commandes qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'oblige à respecter ces obligations et à les faire respecter par son personnel et par ses sous-traitants éventuels, notamment à :

- Ne prendre, à d'autres fins que la bonne exécution de ses prestations, aucune copie des documents et supports d'information confiés par les membres du groupement ;
- Ne pas utiliser, pour son propre compte ou pour le compte de tiers (personnes privées ou publiques, physiques ou morales), les informations auxquelles il aurait pu avoir accès ;
- Ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Ne pas utiliser les informations d'une manière préjudiciable aux membres du groupement ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des informations en cours d'exécution ainsi que toute forme d'usage ou de traitement illicite ;
- Prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des informations et des traitements ;
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les informations contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle ou l'altération de toute ressource utilisée par le titulaire pour les besoins de l'exécution de ses prestations, et en aviser sans délai les membres du groupement de commande de toute disparition ou de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

En cas de violation de ces dispositions par le titulaire ou un sous-traitant, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, les membres du groupement de commandes peuvent décider de résilier

l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours à compter de sa réception.

### **XIII.4 MISE A JOUR DES ATTESTATIONS**

Le titulaire transmet aux membres du groupement de commandes, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre, les documents listés ci-après.

- ✓ Au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique :
  - a) L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions émanant de l'organisme chargé de leur recouvrement et datant de moins de 6 mois ;
  - b) L'attestation de souscription des déclarations fiscales et de paiement concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée émanant des services fiscaux ;
  - c) Le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
  - d) Une attestation sur l'honneur selon laquelle le travail est réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-1 et suivants et R. 3243-2 du code du travail.
- ✓ Pour un opérateur économique établi ou domicilié à l'étranger (article D.8222-7 du code du travail) :
  - a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts.  
Si l'opérateur économique n'est pas tenu d'avoir un tel numéro : un document mentionnant son identité et son adresse ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
  - b) Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que l'opérateur économique est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
  - c) Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
    - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel certifiant son inscription ;
    - Un devis ou une correspondance professionnelle mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de son inscription au registre professionnel ;
    - Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation de l'opérateur économique audit registre.

## **ARTICLE XIV. ASSURANCE**

---

Le titulaire du présent accord-cadre est responsable des dommages ou accidents de quelque nature que ce soit, causés aux personnes ou aux biens, par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. Il garantit chaque membre du groupement de commandes contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou les agissements de ses préposés.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés pour l'exécution des prestations.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire transmet aux membres du groupement une (les) attestation(s) d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité couverte pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites doivent être suffisantes et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire est tenu d'informer chaque membre du groupement, sans délai et par écrit, de toute modification relative aux garanties couvertes au titre de son contrat d'assurance. De même, il transmet par courrier, chaque année et pour toute la durée de l'accord-cadre, les documents à jour relatifs aux attestations d'assurance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur simple demande du coordonnateur du groupement et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

L'(es) attestation(s) devra (ont) préciser :

- Le nom de la compagnie ;
- Les risques couverts ;
- Les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- Les conditions de garanties ;
- Les montants des garanties ;
- La date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- Le numéro des polices.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits par lui.

## **ARTICLE XV. PERSONNEL DU TITULAIRE**

---

Le titulaire du présent accord-cadre désigne le(s) responsable(s) de la conduite et de l'exécution des prestations. Ce ou ces responsable(s) nommément désigné(s) sont seuls habilités à dialoguer avec le service mentionné à l'article I.3 du présent CCAP.

Les membres du groupement de commandes se réservent la possibilité d'agréer les intervenants du titulaire ainsi que ceux de ses éventuels sous-traitants. Ils peuvent exiger, à tout moment et sans être tenus d'en faire connaître les motifs, le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

Le titulaire a l'entière et constante responsabilité de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

Il est tenu de faire respecter par son personnel et par ses éventuels sous-traitants le règlement intérieur et les règles de sécurité définis par chaque établissement, membre du groupement de commandes.

## **XV.1. DESIGNATION DES AGENTS ET NIVEAU DE QUALIFICATION**

Le titulaire transmet à la personne désignée par chaque membre du groupement de commandes la liste nominative des personnels employés à l'exécution des prestations. Il veille à ce que cette liste soit à tout moment conforme à la réalité des effectifs en mettant à jour ses informations de façon permanente.

Le titulaire ne peut prétendre du chef des dispositions du présent article à la prolongation du délai d'exécution, ni à une quelconque indemnité.

L'inexactitude des informations et/ou le non-respect des moyens contractuels constituent un manquement susceptible de faire l'objet d'une résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

## **XV.2 OBLIGATION DE DISCRETION**

Compte tenu de la nature et de la localisation des prestations réalisées par le titulaire, celui-ci est tenu à une obligation de discrétion. Les obligations du présent article s'appliquent aux éventuels sous-traitants ; le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Les informations échangées entre les parties dans le cadre de l'exécution du marché sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite de l'acheteur, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des documents et autres éléments relatifs au marché, et aviser sans délai les membres du groupement de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le titulaire soumet à l'approbation du coordonnateur les dispositions qu'il prend à cet effet.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

Le titulaire a la charge de porter à la connaissance de son personnel (et de celui de ses sous-traitants éventuels) les clauses du présent article.

En cas de violation par le titulaire ou un sous-traitant des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le coordonnateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse pendant huit jours après réception par le titulaire du courrier recommandé avec accusé de réception.

Le titulaire ne peut prétendre du chef des dispositions du présent article à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

## **XV.3 PROPRIETE DES INFORMATIONS**

L'ensemble des informations apportées par les membres du groupement de commande, de quelque nature que ce soit et sous quelque format, est sa propriété exclusive. Le titulaire n'acquiert aucun droit sur les informations qui lui sont transmises.

Le titulaire s'interdit de recopier les informations de toute nature qui lui sont confiées au titre du présent marché en dehors de sa prestation normale. Il s'interdit également de reproduire, d'adapter, de traduire sous quelque forme que ce soit lesdits contenus.

A l'issue du présent marché, le titulaire s'engage à détruire tous les documents et les éventuelles sauvegardes qu'il aurait en sa possession.

Le titulaire garantit les membres du groupement contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle sur les prestations fournies.

#### **XV.4 MESURES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS**

Le titulaire garantit à son personnel le respect de la législation sociale et des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du marché que suite à leur éventuelle adaptation ou modification, qu'elles soient d'ordre réglementaire ou contractuel.

A ce titre, il est tenu de garantir la régularité de l'embauche de ses personnels. Notamment, les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou de traités ou accords internationaux en vigueur.

Le titulaire assume la responsabilité du donneur d'ordre en matière d'intervention de personnels détachés. Il devra respecter l'ensemble des dispositions de la loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 modifiée visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

Les entreprises sous-traitantes qui détachent des travailleurs en France sont tenues d'adresser une déclaration préalable à l'inspection du travail du lieu où la prestation débute.

Les sous-traitants doivent en outre désigner un représentant identifié sur le territoire national. Ce dernier aura pour obligation de fournir toutes les pièces justificatives au donneur d'ordre et aux organismes de contrôle, sur simple demande.

Les formalités liées au détachement doivent par ailleurs être inscrites sur le registre du personnel du titulaire accueillant des travailleurs détachés.

Le titulaire s'assurera du respect de la réglementation en matière de rémunération des travailleurs détachés, de respect du droit du travail et des conditions d'hébergement de ces derniers.

Le titulaire est responsable de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

#### **ARTICLE XVI. PENALITE**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la nature et le montant applicable aux pénalités en cas de manquement ou de non-conformité des prestations sont définies ci-dessous.

Les pénalités sont cumulables et applicables dès la première constatation.

Sauf retard imputable aux membres du groupement ou consécutif d'un cas de force majeure dûment justifié conformément à l'article XVIII du présent CCAP, lorsque le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités de retard, le titulaire est invité, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse dans ce délai ou si le pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui soit pas imputable, les pénalités pour retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.



N°	Désignation	Montant en euros	Modalité d'application
1	Retard au démarrage des prestations à compter de la date fixée dans l'ordre de service de démarrage	150,00	par jour calendaire de retard
2	Retard non justifié d'exécution d'une tâche d'entretien programmée	150,00	par jour calendaire de retard
3	Retard de production du planning des prestations (au-delà d'un mois après le démarrage du marché)	150,00	par jour calendaire de retard
4	Retard de transmission du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants (article VI du présent CCAP)	150,00	par jour calendaire de retard
5	Retard de transmission du bilan annuel relatif à l'insertion professionnelle des publics en difficulté (article IX.4 du présent CCAP)	150,00	par jour calendaire de retard
6	Utilisation de produits non homologués ou non autorisés à la vente par les autorités compétentes du Ministère de l'Agriculture, selon les doses et avec toutes les précautions d'emploi recommandées par les fabricants et conformément à la législation en vigueur.	150,00	par occurrence
7	Absence à une réunion programmée (interlocuteur dédié au suivi du marché)	150,00	par occurrence
8	Inexécution ou exécution incomplète d'une tâche d'entretien	150,00	par occurrence
9	Inexécution d'un remplacement de végétaux	100,00	par occurrence
10	Non évacuation des déchets ou non ramassage des résidus de tonte	150,00	par occurrence
11	Non-respect des plages horaires des prestations	100,00	par constat
12	Manquement aux obligations prévues au CCTP et au CCAP portant sur les dispositions environnementales	200,00	par constat
13	Non-respect des contraintes sonores	100,00	par constat
14	Non-respect des normes, règlements, règles de l'art	100,00	par constat
15	Défaut de tenue du personnel prévue à l'article 15 du CCTP) : vêtement de travail, badge, EPI, etc.	100,00	par constat et par agent
16	Dégradation/perte de badge ou de clé (en plus de la facturation du remplacement)	80,00	par dégradation/perte
17	Refus de se conformer à une consigne écrite ou orale d'un responsable désigné par les membres du groupement	50,00	par occurrence

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

## ARTICLE XVII. EVALUATION DES FOURNISSEURS

L'Ecole nationale des ponts et chaussées procède à une évaluation annuelle lors de l'exécution de certains de ses marchés.

A ce titre, les critères suivants d'évaluation seront mis en œuvre :

- respect du planning et qualité des prestations ;
- qualité des moyens humains et techniques mis en place pour le marché ;
- réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'emploi de matériel électriques ;
- mesures écologiques et part de produits écologiques mises en œuvre pour le marché ;
- mesures mises en œuvre en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté dans le cadre du marché.

Cette évaluation s'appuiera notamment sur les rapports mentionnés au CCTP et au CCAP.

L'évaluation annuelle sera menée au cours du second trimestre de chaque année, ses résultats seront communiqués au titulaire dans un délai de 2 mois suivant celle-ci.

## **ARTICLE XVIII. FORCE MAJEURE**

---

Aucune partie n'est responsable de la non-exécution partielle ou totale de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime).

En cas de force majeure dûment déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Elles reprennent dès que les effets de l'événement constituant un cas de force majeure ont cessé, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire du présent accord-cadre notifie aux membres du groupement son impossibilité d'exercer la mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Dans tous les cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures conservatoires.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas le report de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

## **ARTICLE XIX. RESILIATION**

---

Les membres du groupement de commandes peuvent mettre fin à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre avant l'achèvement de celui-ci :

- Soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS ;
- Soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS ;
- Soit dans l'hypothèse évoquée à l'article XI.3 du présent CCAP (clause de sauvegarde).

Chaque membre du groupement de commandes peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire.

Sous réserve des dispositions particulières mentionnées au chapitre 7 du CCAG-FCS, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation arrêté par chaque membre du groupement de commandes et notifié au titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées par chaque membre du groupement à l'encontre du titulaire.

## **ARTICLE XX. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

---

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, sous réserve de mention expresse dans la décision de résiliation, les membres du groupement de commandes peuvent faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par celui-ci d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation prononcée à ses torts.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il est tenu de fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent accord-cadre résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est mis à sa charge.

## **ARTICLE XXI. LITIGES**

---

Les différends et litiges sont réglés selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS.

Le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances et autres documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en français.

Les membres du groupement de commandes et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet des présentes.

Tout différend fait l'objet de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué dans un délai de deux (2) mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Les membres du groupement disposent d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception du mémoire pour notifier leur décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout différend relatif qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction de droit public compétente.

### **✓ Instance compétente chargé des procédures de recours :**

#### **Tribunal Administratif de Melun**

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet (url): <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

- ✓ **Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**      **Greffé du Tribunal Administratif de Melun**

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet (url) : <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

## **ARTICLE XXII. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Plus précisément, le titulaire n'est destinataire que des données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché. Il s'engage, en outre, à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel lui ayant été communiquées et à ne pas les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché. Il s'engage à détruire, à l'issue du marché, les données à caractère personnel dont il a été destinataire.

Chaque membre du groupement de commandes se conforme à toutes les obligations inhérentes à leur qualité de responsable de traitement, s'agissant des données communiquées au titulaire. Il s'assure notamment du respect des droits des personnes concernées et les informe, par suite, de la transmission de leurs données au titulaire.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, du règlement général sur la protection des données, ci-après le RGPD.

## **ARTICLE XXIII. DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

---

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP portant dérogation
Article 4.1	Article VIII – Documents contractuels
Articles 14	Article XVI – Pénalités